



Les Cahiers Jules VERNE

Collection coordonnée par Jacques ARNOL STEPHAN

« Tout ce qui a été fait de grand dans ce monde a été fait au nom d'espérances exagérées.

Tout ce qu'un homme est capable d'imaginer, d'autres hommes sont capables de le réaliser. »

Jules VERNE, né à Nantes le 8 février 1828

N ° 4 : De la défiance à la confiance

A partir des deux ouvrages suivants :

La société de défiance – Comment le système français s'autodétruit
par Yann Algan et Pierre Cahuc – Editions Rue d'Ulm – octobre 2007

Au risque de la Liberté – Une alternative libérale et chrétienne aux sociétés dont les lendemains ne chantent jamais, par Jean_philippe Delsol – Editions François-Xavier de Guibert - août 2007

Synthèse réalisée par Jeanne LEBoulleux-LEONARDI et

Jacques ARNOL STEPHAN

Institut de Locarn – Kerhunou – 22340 LOCARN

Tél : 02.96.57.42.42 – Fax : 02.96.36.63.86

e.mail : administration@institut-locarn.com

Executive Summary

Deux constats identiques : la France d'aujourd'hui est une "société de défiance". Deux analyses complémentaires : l'une axée sur le modèle d'organisation de l'Etat, l'autre à la fois plus globale et plus centrée sur la personne. Deux tentatives d'ouvrir des pistes pour reconstruire la confiance : l'une cherche son inspiration dans le modèle social scandinave, l'autre propose une alternative à la fois libérale et chrétienne. Tels peuvent être ainsi schématisés les deux ouvrages à la base de ce Cahier Jules Verne : "la Société de Défiance" (Yann Algan & Pierre Cahuc) et "Au risque de la Liberté" (Jean-Philippe Delsol)

La France, championne de la défiance

Des études comparées réalisées auprès de la population de plusieurs pays – de notre monde occidental à l'Amérique du Sud ou à la Turquie – ont mis en évidence une spécificité française : les Français font partie de ceux qui ont le moins confiance dans la société au sein de laquelle ils vivent. Rien ni personne ne trouve grâce à leurs yeux : entreprises, Etat, système judiciaire, syndicats, institutions démocratiques... Ils ne font pas davantage confiance à leur voisin. L'incivisme semble d'ailleurs plus développé en France qu'ailleurs. Les deux auteurs, Yann Algan et Pierre Cahuc, illustrent leur propos de nombreuses données chiffrées. Les enquêtes montrent que cet état de fait n'est pas lié à des différences d'éducation, de religion, d'appartenance politique, de revenu ni de situation familiale : le pays d'appartenance explique 97,5 % des écarts de confiance observés.

Le modèle français en cause

Pour Yann Algan et Pierre Cahuc, les origines de "l'exception française" en termes de défiance et d'incivisme sont à rechercher dans le modèle social français lui-même, tel qu'il a été construit à l'issue de la seconde guerre mondiale. Ce modèle est basé sur deux piliers : étatisme et corporatisme. Les auteurs analysent dans le détail leurs implications dans le fonctionnement social. Ils montrent comment le corporatisme encourage la création d'une société de « privilèges » et comment l'étatisme favorise la corruption. Or la confiance est nécessaire au marché : voilà qui explique sans doute pourquoi les Français y sont, eux, allergiques. Leur absence de confiance entrave même les possibilités de dialogue social, renforçant encore l'interventionnisme de l'Etat : c'est un effet boule-de-neige. Les conséquences en sont désastreuses : ainsi, la défiance agit comme « une véritable taxe sociale sur l'activité économique ».

Deux modèles phares : libéralisme et social-démocratie

A l'opposé, deux autres modèles semblent appeler la confiance : il s'agit du modèle libéral à l'anglo-saxonne et du modèle social-démocrate, mis en œuvre dans les pays nordiques. Le premier cherche à abolir les privilèges de statut : pour cela, marché et concurrence sont perçus comme garantissant le mieux l'égalité des chances. Quant au second, il connaît une redistribution très importante des richesses, mais l'organisation de la solidarité y est plus égalitaire que dans le modèle français.

S'inspirer du modèle nordique (Algan & Cahuc)

C'est de ce modèle nordique que Yann Algan et Pierre Cahuc proposent de s'inspirer pour réformer le système français : ils estiment en particulier que la volonté de l'Etat français de tout vouloir régenter par la loi, sans laisser leur place à des institutions qui médiatiseraient les rapports avec les citoyens, a rendu le dialogue social impossible. Il est nécessaire de réactiver ce dialogue en transférant à la société civile, aux partenaires sociaux principalement, des champs de compétences dans le domaine des relations de travail. Une étape préalable serait de rétablir la confiance dans les organisations syndicales, en réformant règles de financement et notion de représentativité : la chose est possible, d'autres semblent avoir réussi le pari !

Une approche humaniste et historique (Delsol)

Jean-Philippe Delsol se place dans une perspective historique et humaniste plus large : de l'Antiquité à nos jours, il montre comment la société, complexe par nature, s'est toujours plus complexifiée, engendrant chez l'homme une peur croissante du futur. Les progrès de la science ont par ailleurs généré une illusion de toute-puissance qui a poussé les hommes à exiger toujours plus de la société : nous avons créé un monde d'assistés. Comment en sommes-nous arrivés là ? Un retour sur l'histoire permet d'en éclairer la compréhension.

La fausse solution des idéologies

Très tôt dans l'histoire, l'aspiration à la perfection qui habite l'homme lui a fait imaginer des mondes parfaits. Les utopies lui élevaient l'âme, jusqu'à ce qu'il prenne envie à quelques illuminés de les traduire dans le monde réel – Rousseau est l'un de leurs héritiers. Utopies d'hier et idéologies d'aujourd'hui sont d'autant plus séduisantes qu'elles visent à expliquer le monde de façon simple – voir simpliste. Dans notre monde qui devient de plus en plus complexe et angoissant, elles rassurent. Mais la perfection n'est pas de ce monde et les meilleures intentions transforment finalement ces tentatives en véritables sociétés totalitaires. Nazisme ou communisme en sont quelques récents avatars. L'uniformité, qui naît de ces visions simplistes, y est la règle, traduisant une aspiration à l'égalitarisme. Ces sociétés, qui ne font pas confiance à leurs membres, règnent par la terreur. En annihilant toute liberté, elles finissent par se scléroser peu à peu.

La liberté est la source du progrès

Car la liberté, cette autre caractéristique humaine, est source du progrès. C'est elle qui a permis l'émergence de la démocratie au sein des sociétés antiques. C'est elle aussi qui est à la base de l'économie libérale. Le libéralisme économique a été perçu comme une nécessité, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, pour répondre à la complexification du monde et favoriser l'esprit d'entreprise. La société politique est restée en retard. Pourtant, en fixant un cadre général dans lequel tous les individus sont libres d'entreprendre, économie de marché et démocratie libérale sont les mieux adaptées à un monde de plus en plus complexe qu'il n'est plus possible de piloter dans ses moindres détails. Ce jeu de la liberté ne va pas sans la responsabilité. La nécessité de la vie en société impose que l'on recherche en permanence un équilibre, un juste milieu exigeant.

Pouvoirs et contre-pouvoirs

Le rôle de l'Etat est essentiel pour préserver ces libertés : il doit faire respecter le cadre dans lequel elles peuvent s'exercer. Mais lui-même doit pouvoir être contrôlé. Les contre-pouvoirs sont essentiels pour éviter les abus. La religion chrétienne – qui elle aussi s'appuie sur la liberté de chacun de faire ou non son salut – a longtemps été un contre-pouvoir permettant aux hommes de cultiver leurs aspirations les plus élevées. Le droit peut aussi être un rempart de la liberté, mais à la condition qu'il ne cherche pas à tout régler. Simplifier le droit français – en essayant de rapprocher son esprit de celui de la Common Law anglo-saxonne – est donc aujourd'hui devenu une nécessité.

Société de projet et dimension spirituelle intérieure

Enfin, il faut un véritable projet de société pour les citoyens : la mondialisation a provoqué, par réaction, une multiplication de structures plus proches des gens dont certaines, parfois, dérivent vers un communautarisme sectaire, voulant imposer son propre modèle à tous. Les Etats-nations doivent assurer l'équilibre entre ces communautés. Pour cela, il faut faire partager un projet commun, des valeurs communes, comme les Etats-Unis ont su le faire.

C'est dans un tel cadre que l'homme, individuellement, peut, comme l'y invite la religion chrétienne, grandir en « s'ouvrant à la transcendance de l'origine et des fins ».